



Brésil, un navire à la dérive

Par [Fernando De la Cuadra](#)

Mondialisation.ca, 16 mars 2019

alainet.org

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Après plus de deux mois de gouvernement Bolsonaro, le pays semble paralysé et perdu dans une suite interminable de déclarations bizarres qui n'indiquent aucun destin viable, une production absurde d'incongruités et d'erreurs. Cette indescriptible hémorragie d'absurdités a commencé le jour même où le gouvernement a pris le pouvoir, le 1er janvier de cette année. Dès lors, les déclarations du président et de ses premiers ministres sont devenues une véritable « comédie d'horreurs », se surpassant jour après jour.

Déjà dans sa première déclaration à la nation et renonçant à son rôle d'homme d'État et de président de « tous les Brésiliens », *Jair Bolsonaro* a réussi l'exploit d'esquisser un programme qui ne peut que satisfaire ses partisans d'extrême droite, ultraconservateurs et obscurantistes. Il a proclamé que le Brésil ne serait plus jamais socialiste – comme s'il avait jamais été socialiste – qu'il mettra fin au politiquement correct, que l'idéologie du genre sera effacée, que le drapeau brésilien ne sera jamais rouge et d'autres slogans de ce genre.

Ses ministres n'ont pas été laissés pour compte et il serait long et fatigant d'énumérer un à un l'abondant et vaste inventaire des annonces irrationnelles et extravagantes que certains membres de l'exécutif ont faites. Comme le Ministre des Affaires Étrangères *Ernesto Araujo*, qui a souligné – parmi beaucoup de folies – que la mondialisation et le changement climatique sont une invention marxiste. D'autres cas pathétiques sont ceux de la Ministre de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme, *Damares Alves*, du Ministre de l'Éducation, *Ricardo Vélez* ou du Ministre de l'Environnement, *Ricardo Salles*.

Les Brésiliens, effrayés par un océan de bêtises, observent avec une préoccupation légitime un gouvernement qui s'est arrogé le rôle de « restaurateur de la nation » pour la libérer des griffes de l'idéologie de gauche, qui s'est consacré jusqu'ici à donner des signes confus de ce qu'il entend faire et qui pour cette même raison n'a montré aucune mesure concrète des progrès vers un minimum de construction.

On peut résumer que le gouvernement actuel a proposé de façon chaotique d'imposer un ordre du jour moral ultra-conservateur ou rétrograde, représenté par des porte-paroles convaincus, qui depuis leur arrivée au pouvoir se sont consacrés principalement à demander la démission des fonctionnaires considérés comme « marxistes » ou à essayer d'imposer un ordre du jour de restrictions et de censure. Par exemple, le ministère de l'Éducation a été confié à un ancien professeur de l'Académie militaire, qui a mis en œuvre des initiatives telles que « l'École sans parti », impliquant la dénonciation et le rapport de tout enseignant qui fait une sorte de déclaration « idéologique » dans sa classe. Cette mesure pourrait rapidement vous faire entrer dans une nouvelle « chasse aux sorcières » au Brésil du 21ème siècle.

Pour sa part, le décret 9.465 promulgué le 2 janvier – un jour après l’investiture – a créé un secrétaire pour la promotion des écoles civico-militaires, qui vise à instituer un système d’éducation supervisé par les Forces Armées afin d’éloigner les enfants et les jeunes de l’endoctrinement marxiste qui, selon le décret, serait en vigueur dans les centres éducatifs du pays.

Au début de l’année scolaire, le Ministre de l’Éducation a émis une directive obligeant les élèves à chanter l’hymne national tous les lundis, à filmer les élèves lors de cette cérémonie et à envoyer la vidéo au ministère. Ce règlement s’est avéré si contre-productif parmi les citoyens et les transgresseurs de la Constitution que le ministre lui-même a dû s’excuser et le retirer des directives du ministère, démontrant une ignorance flagrante de l’ordre juridique du pays. Jusqu’à présent, il a proposé de démanteler les programmes en cours et d’accroître les degrés de coercition et de sanction des enseignants, des fonctionnaires et des étudiants en général.



S’il devait y avoir une synthèse, ce gouvernement s’articule autour de deux axes. L’un des axes est d’ordre éthique, moral et culturel qui se caractérise par son obscurantisme culturel et son fondamentalisme religieux, soutenus par divers aspects du pentecôtisme représentés au parlement, le « Banc de la Bible ». A cela s’ajoute le soutien des militaires, ex-militaires, policiers et agents de sécurité ayant également adhéré à d’importants quotas de participation au congrès, le « Banc de la Balle ». Ils soutiennent un projet de populisme autoritaire incarnant les valeurs de la dictature militaire, ils font l’apologie de la torture et pensent que les problèmes de sécurité des citoyens seront résolus en augmentant le nombre de policiers et en tuant les criminels. Leur slogan est : « *Un bon bandit est un bandit mort* » .

Cependant, les pentecôtistes et les militaires ne fonctionnent pas comme un bloc monolithique ; au contraire, ils maintiennent un vif conflit au sein du gouvernement sur les quotas de pouvoir. Certains représentants du banc évangélique soulignent qu’il y aurait une intolérance religieuse parmi les militaires, faisant pression sur le président pour qu’il disculpe plusieurs fonctionnaires qui faisaient partie des cadres exécutifs du gouvernement et qui ont été licenciés peu à peu sans avertissement préalable.



Paulo Guedes

Un autre axe du gouvernement est représenté par l'ultralibéralisme économique, synthétisé dans la figure et le projet du ministre de l'Économie, Paulo Guedes, un économiste qui a circulé dans les sphères du marché, méprisé par le monde universitaire et par les agences gouvernementales. Il n'a jamais occupé une position importante parmi les institutions de l'État. Le choix de Guedes pour prendre en charge le portefeuille économique représente la ferme adhésion de Bolsonaro à la politique économique de l'école de Chicago, où Guedes a obtenu son doctorat avec une partie de la génération connue sous le nom des Chicago Boys. Pendant son séjour au Chili au début des années 80, Guedes a vécu avec José Piñera, au moment précis où le frère de l'actuel président du Chili mettait en pratique l'installation et la privatisation du système de retraite chilien, qui continue à faire l'objet de tant de critiques à ce jour en raison des énormes profits obtenus par les six fonds privés qui dominent le marché des pensions et en raison des mauvaises conditions dans lesquelles il laisse les futurs retraités.

La proposition de Guedes est principalement de mettre en œuvre un agenda ultralibéral qui, entre autres mesures, implique un grand programme de privatisations d'entreprises encore aux mains de l'État (avec Petrobras en vue), des réductions des dépenses sociales et la transformation du système actuel de distribution des pensions en un système de capitalisation individuelle, sur les traces de ce que le Chili a fait.

En ce moment, Guedes se bat pour obtenir le plus rapidement possible l'approbation par le Congrès de la réforme du système brésilien des retraites. Le problème, c'est que l'adoption d'une loi qui touche de manière si sensible des millions de citoyens n'est pas une tâche facile et le président, avec ses déclarations quotidiennes sur Twitter, n'a pas rendu cette tâche plus facile. Chaque jour, il fournit à ses fidèles des commentaires grossiers et grotesques ou expose des vidéos eschatologiques, comme dans le cas des images qu'il a diffusées d'un couple faisant une « Golden Shower » (uriner sur quelqu'un) pendant le dernier carnaval. Bolsonaro n'a jamais été caractérisé par sa position de président, mais son manque de décorum et ses opinions vulgaires ont boycotté son projet et jeté le doute sur sa permanence au pouvoir.

C'est parce qu'avec ses bévues permanentes, le président compromet le soutien aux réformes et devient un obstacle à la continuité de celles-ci et du programme régressif qu'elles offrent au pays. C'est précisément son vice-président, le général *Hamilton Mourão*, qui s'est révélé un personnage plus prudent et tolérant au cours de ces deux mois, un profil qu'il n'avait pas pendant la campagne. Il y a des rumeurs selon lesquelles Mourão tenterait

de catalyser le mécontentement croissant des bolsonaristes, afin de provoquer un auto-coup d'État qui donnerait une plus grande viabilité aux changements que les élites économiques et les groupes d'intérêts qui jusqu'à récemment soutenaient le gouvernement souhaitent entreprendre.

En même temps, de nombreux juristes ont souligné que les conditions sont réunies pour juger Bolsonaro pour manque de décorum et d'improbité dans les fonctions exercées par un président, non seulement pour la publication dans un média officiel d'une vidéo pornographique, mais pour d'autres événements qui ont impliqué le président et compromis la liturgie de la fonction comme inciter les actes de violence envers ses détracteurs.

Bref, le gouvernement Bolsonaro se décompose très tôt et le pays ressemble à un navire à la dérive, mû seulement par une inertie institutionnelle qui se démantèle aussi chaque jour. On dirait un gouvernement qui s'éteint langoureusement à la fin de sa période, usé, désarticulé et dénigré. Cependant, il s'agit d'une administration qui existe depuis un peu plus de deux mois et qui est déjà en déclin absolu. Cela soulève la question de savoir combien de temps encore le président et son gouvernement pourront durer et quelle sera la réaction des citoyens dans les jours à venir au cas où – comme on peut s'y attendre – la crise économique, politique, sociale et écologique dans laquelle le Brésil se débat actuellement s'aggraverait encore.

Fernando de la Cuadra

Article original en anglais : [Brasil: Una nave a la deriva](#), Alai, le 12 mars 2019

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [alainet.org](#)

Copyright © [Fernando De la Cuadra](#), [alainet.org](#), 2019

Articles Par : [Fernando De la Cuadra](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca